91-06395/

SÉPAQ

SOCIÉTÉ
DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR
DU QUÉBEC

Le contenu de cette publication a été rédigé par la
Société des établissements de plein air du Québec

Cette édition a été réalisée par
Verge LeBel communication inc.,
Consultants en communication

Dépôt légal. 4e trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN: 2-550-21007-7

Monsieur Gaston Blackburn
Ministre du Loisir, de la
Chasse et de la Pêche
150, boul. Saint-Cyrille Est
17e étage
Québec (Québec)
G1R 4Y1

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de la Société pour l'exercice financier prenant fin le 31 mai 1990.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président du Conseil d'administration,
Paul Phaneuf

Québec, le 10 septembre 1990

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président
Monsieur Paul Phaneuf (*/**)
Conseiller municipal de la ville de Bromont
Bromont

Membres
Monsieur Michel Bérubé
Président et directeur général
Verreault Frontenac inc.
Charlesbourg

Monsieur Grégoire Biron (*)
Homme d'affaires et économiste
Québec

Madame Gisèle Desrochers
Sous-ministre
Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Québec

Monsieur Gilles Houde
Commissaire touristique
Ministère du Tourisme du Québec
Magog-Orford

Monsieur Raymond E. Lavoie (**)
Président et directeur général
Société des établissements de plein air du Québec
Québec

Monsieur Romuald Lemay (*/**)
Ingénieur retraité
Trois-Rivières

Secrétaire
Me Yvan Bilodeau
Secrétaire et directeur des Services juridiques
Société des établissements de plein air du Québec

(*) Membre du comité de vérification
(**) Membre du comité de rémunération

COMITÉ DE DIRECTION

Monsieur Raymond E. Lavoie
Président et directeur général

Monsieur Claude Tremblay
Vice-président, finances et administration

Monsieur Langevin Gagnon
Vice-président, Services de pourvoiries en chasse et pêche et Services hôteliers

Monsieur Jacques Gariépy
Vice-président, centres touristiques et campings

Monsieur Claude Beaudoin
Directeur général de la station touristique du Parc du Mont-Sainte-Anne

Monsieur Ghislain Bernard
Directeur des Ressources humaines

Me Yvan Bilodeau
Secrétaire et directeur des Services juridiques

LA PLUS GRANDE CONCENTRATION DE CERFS DE VIRGINIE EN AMÉRIQUE DU NORD SE TROUVE À LA RÉSERVE D'ANTICOSTI: VINGT ET UN CERFS ET PLUS PAR KM^2.

Photo Pierre Bernier

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À titre de président du Conseil d'administration de la Société des établissements de plein air du Québec, il m'est agréable de soumettre le rapport annuel de la Société pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1990.

La Société est maintenant à un tournant de son évolution et, de concert avec le gouvernement, doit revoir son rôle et sa mission comme société d'État.

Son défi est de taille pour les prochaines années. Elle doit évidemment s'attaquer au déficit accumulé et le réduire le plus rapidement possible.

Toutefois, les décisions qu'elle aura à prendre devront déborder la seule analyse financière et tenir compte de considérants propres à un organisme para-gouvernemental. Elle aura donc à composer avec ses impératifs financiers et ses responsabilités d'agent de développement économique œuvrant souvent dans des régions fortement touchées par la rareté des emplois et tributaires d'une économie saisonnière.

LA SOCIÉTÉ EST MAINTENANT À UN TOURNANT DE SON ÉVOLUTION. ELLE AURA À COMPOSER AVEC SES IMPÉRATIFS FINANCIERS ET SES RESPONSABILITÉS D'AGENT DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.

La Société devra également s'assurer que la qualité des services qu'elle offre à sa clientèle conserve les standards d'excellence qui font sa principale force.

Par ailleurs, la fin de l'exercice financier 1989-1990 a été marquée d'un changement important au sein de la direction de la Société. En effet, M. Michel Noël de Tilly, qui a présidé la Société au cours des cinq premières années de son existence, a été appelé à occuper d'autres fonctions importantes au sein de l'administration publique.

Au nom du Conseil d'administration, je tiens à lui exprimer toute ma reconnaissance pour avoir assuré une période de démarrage harmonieuse et de concert avec les objectifs qui lui avaient été fixés et pour les efforts non ménagés qu'il a consacrés à la Société.

À son successeur, M. Raymond E. Lavoie, le Conseil d'administration offre tout son appui pour que les objectifs de consolidation et de développement de la Société soient atteints.

Au nom du Conseil d'administration,

Le président,
Paul Phaneuf

Québec, le 1er septembre 1990

RAPPORT DU PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

Depuis le début de ses opérations en 1985, la Société a mis en place de nombreuses mesures afin de réduire sensiblement les pertes d'exploitation supportées par les gestionnaires précédents de ses établissements, soit le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et la Société d'aménagement de l'Outaouais.

Ces efforts de redressement ont effectivement permis une amélioration sensible de la situation financière de chaque établissement, la Société ne bénificiant, pour ses trois premières années d'opération, que de 3,4 millions de dollars en subvention d'équilibre sur les 7,1 millions de dollars prévus au départ par le gouvernement.

Toutefois, pour atteindre ces résultats, la Société a dû procéder à d'importantes immobilisations en grande partie financées par voie de dette à long terme, l'obligeant ainsi à supporter des intérêts élevés et une dépense d'amortissement accrue.

Ces éléments, combinés à une charge trop lourde des frais du siège social et d'un achalandage moins élevé que prévu au Parc du Mont-Sainte-Anne en 1989-1990, à l'instar de l'ensemble de l'industrie du ski, expliquent principalement la perte nette au 31 mai 1990 de 5 681 000 $, comparativement à 2 660 000 $ au 31 mai 1989, pour un déficit accumulé à la fin du présent exercice de 14 388 000 $.

Compte tenu de cette situation financière, la Société est déjà à mettre en place une structure de fonctionnement orientée vers une plus grande décentralisation et délégation de gestion qui aura pour effet de responsabiliser davantage les gestionnaires à tous les paliers, par une plus grande imputabilité décisionnelle.

Par ailleurs, avec l'accord de son actionnaire, la Société bénéficiera, pour le futur, d'une meilleure capitalisation de ses projets d'immobilisations qui, ajoutée à d'autres mesures, devrait permettre de réduire le niveau de son endettement.

Compte tenu des délais requis pour la mise en application de chacune de ces mesures, les effets devraient pleinement se faire sentir dès l'exercice financier 1991-1992.

Si la Société doit porter une attention particulière à l'équilibre financier de ses résultats, elle verra également à se doter d'un plan d'affaires adapté à sa mission et qui identifiera des stratégies d'intervention compatibles avec ses objectifs et son rôle d'acteur socio-économique régional de premier plan.

LA SOCIÉTÉ EST À METTRE EN PLACE UNE STRUCTURE DE FONCTIONNEMENT ORIENTÉE VERS UNE PLUS GRANDE DÉCENTRALISATION ET DÉLÉGATION DE GESTION.

Ainsi, en ce qui concerne la station de ski du Parc du Mont-Sainte-Anne, dans une conjoncture économique qui s'annonce difficile, le prix des billets à la journée oblige la Société à trouver des solutions créatives et imaginatives qui permettront une meilleure flexibilité dans l'offre de ses forfaits avec, comme objectif, une plus grande accessibilité des skieurs selon leurs besoins et en tenant compte de leurs goûts, leur âge et leur capacité de payer.

De la même façon, ailleurs dans ses établissements, la Société mettra davantage d'emphase dans la bonification de ses sites exceptionnels qui la placent dans le peloton de tête des intervenants récréo-touristiques au Québec.

L'année 1989-1990 a été marquée par la signature de trois nouvelles conventions collectives dont le règlement final s'est avéré des plus satisfaisants de part et d'autre.

À cet égard, j'en profite pour remercier les quelque 1 300 employés de la Société qui sont les principaux artisans de cette réputation d'excellence que la Société a su gagner. Je les invite à continuer d'afficher le même enthousiasme dans l'exécution de leurs fonctions et à conserver leur cordialité et leur sens de l'accueil tant appréciés par notre clientèle.

Je désire également remercier les membres du Conseil d'administration pour leur disponibilité, leurs précieux conseils ainsi que pour le support et l'encouragement qu'ils réussissent à transmettre à la direction de la Société et à son personnel. L'apport de chacun d'entre eux reste primordial à l'atteinte des objectifs que la Société s'est fixés.

Le président et directeur général,
Raymond E. Lavoie

Québec, le 10 août 1990

Photo Bernard Chartier

UNE TOUTE NOUVELLE TÉLÉCABINE AU MONT-SAINTE-ANNE; UNE DES PLUS MODERNES ET PERFORMANTES EN AMÉRIQUE DU NORD.

LA STATION TOURISTIQUE DU PARC DU MONT-SAINTE-ANNE

Au cours de l'exercice 1989-1990, la station de ski a parachevé son plan d'immobilisations en réalisant des investissements de l'ordre de 11 millions de dollars, dont la pièce maîtresse est la toute nouvelle télécabine, une des plus modernes et performantes en Amérique du Nord.

Aussi, l'aménagement de nouvelles pistes permet maintenant d'offrir aux skieurs un total de 50 pistes disponibles en pleine saison d'opération.

En plus de ses propres améliorations, le Parc du Mont-Sainte-Anne, par son association avec le secteur privé, a connu d'importantes réalisations supplémentaires.

D'abord, la phase I du village touristique a débuté telle que prévue et quelque 140 condominiums ont été construits sur le terrain situé immédiatement au pied des pentes. De ce nombre, la majorité sont vendus et ont été livrés.

Également, la construction et l'ouverture du nouveau golf «Le Saint-Ferréol» a nécessité des investissements de l'ordre de 2 000 000 $. La première saison d'opération s'est déroulée de façon fort satisfaisante et les golfeurs ont pu apprécier la qualité de ce nouveau parcours malgré sa jeune existence.

La station de ski du Mont-Sainte-Anne, qui a souligné son 25e anniversaire d'opération, a été l'hôte de deux évènements internationaux majeurs, soit une tranche de la Coupe du monde de ski alpin et le congrès annuel des journalistes de ski américains qui se tenait, pour la seconde fois seulement, à l'extérieur des États-Unis.

Ces différentes réalisations et innovations permettront au Parc du Mont-Sainte-Anne de conserver son statut de chef de file des stations de ski de la province de Québec et de faire en sorte qu'il demeure le centre le plus achalandé au Canada.

LES SERVICES DE POURVOIRIES EN CHASSE ET PÊCHE

La Société exerce des activités de chasse et de pêche dans sept établissements comprenant la Réserve d'Anticosti, la Réserve faunique des Laurentides, le Domaine dans la Réserve faunique de La Vérendrye ainsi que les réserves fauniques des rivières à saumons Sainte-Anne, Saint-Jean, Matapédia et Patapédia.

La Société offre dans ces établissements une gamme complète d'activités de chasse et de pêche. On peut y pratiquer la chasse des gros gibiers (orignal, chevreuil et ours), des petits gibiers (gélinotte, lièvre et sauvagine) et y pêcher une gamme étendue de poissons sportifs qu'on retrouve au Québec soit le saumon, la truite mouchetée, la truite grise, le brochet et le doré. Ces activités sont offertes selon un éventail de forfaits des plus variés permettant ainsi une accessibilité véritable à toutes les catégories de clientèle. En plus d'offrir ces activités traditionnelles dans ses établissements de chasse et de pêche, la Société y développe graduellement des activités de villégiature d'été et d'hiver.

La Réserve d'Anticosti a développé d'intéressants forfaits de villégiature d'été axés sur le tourisme d'aventure et l'interprétation de la nature, tandis que dans la Réserve des

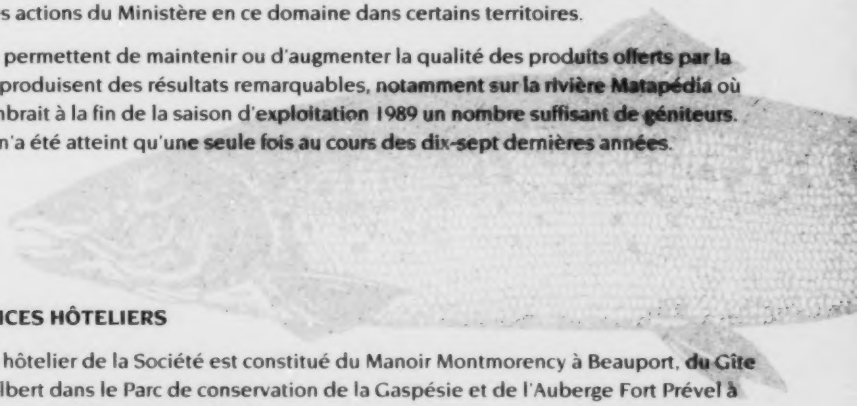
Laurentides, le ski de longue randonnée et la motoneige permettent d'envisager une croissance intéressante des activités hivernales.

Le développement de ces activités combinées avec la croissance de fréquentation enregistrée au niveau de produits introduits l'année précédente, comme la chasse à l'ours dans les Réserves des Laurentides et de La Vérendrye, ont contribué à une croissance des revenus bruts du secteur chasse et pêche de 12,5% par rapport à l'année précédente.

Le développement de nouveaux produits à la Réserve d'Anticosti et à la Réserve des Laurentides a amené à court terme une baisse des profits d'exploitation de ces établissements qui a été compensée par la croissance enregistrée à ce niveau à la Réserve de La Vérendrye et dans les rivières à saumons. Au total, les secteurs de la chasse et de la pêche montrent un profit d'exploitation après amortissement et intérêt de 119 000 $.
Le niveau des investissements effectués par la Société dans l'ensemble de ses établissements de chasse et de pêche pendant l'exercice 1989-1990 s'est établi à 1 810 000 $. Ainsi, à la fin de l'exercice financier 1989-1990, la Société aura investi plus de 6 804 000 $ dans ses établissements de chasse et de pêche depuis qu'elle en a pris charge.

Au cours de l'année 1989-1990, la majeure partie des investissements aura été consacrée à l'amélioration du réseau routier et des infrastructures d'hébergement, permettant ainsi aux usagers un meilleur accès aux territoires de chasse et de pêche ainsi qu'un confort accru. Une partie importante de cette somme, soit près de 300 000 $ a été consacrée à des projets d'étude ou d'aménagement réalisés conjointement avec le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et à des activités d'ensemencement ou de protection destinées à appuyer les actions du Ministère en ce domaine dans certains territoires.

Ces efforts permettent de maintenir ou d'augmenter la qualité des produits offerts par la Société et produisent des résultats remarquables, notamment sur la rivière Matapédia où l'on dénombrait à la fin de la saison d'exploitation 1989 un nombre suffisant de géniteurs. Ce niveau n'a été atteint qu'une seule fois au cours des dix-sept dernières années.



LES SERVICES HÔTELIERS

Le secteur hôtelier de la Société est constitué du Manoir Montmorency à Beauport, du Gîte du Mont-Albert dans le Parc de conservation de la Gaspésie et de l'Auberge Fort Prével à St-Georges-de-Malbaie, en Gaspésie.

Le dernier exercice financier a permis aux deux hôtels de la Gaspésie de faire des progrès importants au niveau des résultats d'exploitation suite aux investissements consentis l'année précédente. La perte d'exploitation combinée de ces deux hôtels est passée de 530 000 $ en 1988-1989 à 249 000 $ en 1989-1990.

En ce qui a trait au Manoir Montmorency la perte d'exploitation, au montant de 506 000 $, demeure très importante. La Société consacre ses énergies à la mise en œuvre d'un plan global de développement du site des chutes Montmorency qui devrait permettre de trouver une solution définitive aux résultats déficitaires chroniques de l'exploitation de cet établissement.

LES CENTRES TOURISTIQUES ET CAMPINGS

Les centres touristiques et campings regroupent dix établissements dont deux sont situés dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, cinq dans la région de l'Outaouais, le Parc des Voltigeurs dans la région des Bois-Francs, les campings de Percé en Gaspésie et de Fort Témiscamingue.

Le Village historique de Val-Jalbert situé dans la municipalité de Chambord est le deuxième pôle d'attraction touristique majeur au Lac Saint-Jean qui a attiré en 1989-1990 quelque 125 000 visiteurs. La mise en opération du nouveau téléphérique, qui permet l'accès à deux belvédères d'observation surplombant le Lac Saint-Jean, permettra une augmentation accrue de la fréquentation de cet établissement.

Dans l'Outaouais, malgré une diminution des pertes d'opération générées par les centres autres que le lac Simon, la situation financière demeure précaire et implique que la Société prenne certaines mesures de rationalisation, dont notamment la cession de certains centres et la mise en application de plans de développement.

La situation des campings est demeurée inchangée en raison d'une certaine stagnation de la popularité de cette activité de plein air.

Ces plans, qui ont reçu un accueil favorable et un appui des intervenants du milieu, ont pour objet de transformer la vocation de ces établissements pour en faire de véritables centres de villégiature offrant de l'hébergement, du camping, du golf, de la plage et autres services connexes.

Du haut des belvédères du Village historique de Val-Jalbert, une magnifique vue du Lac-Saint-Jean s'offre à vous.

Situation géographique des établissements.

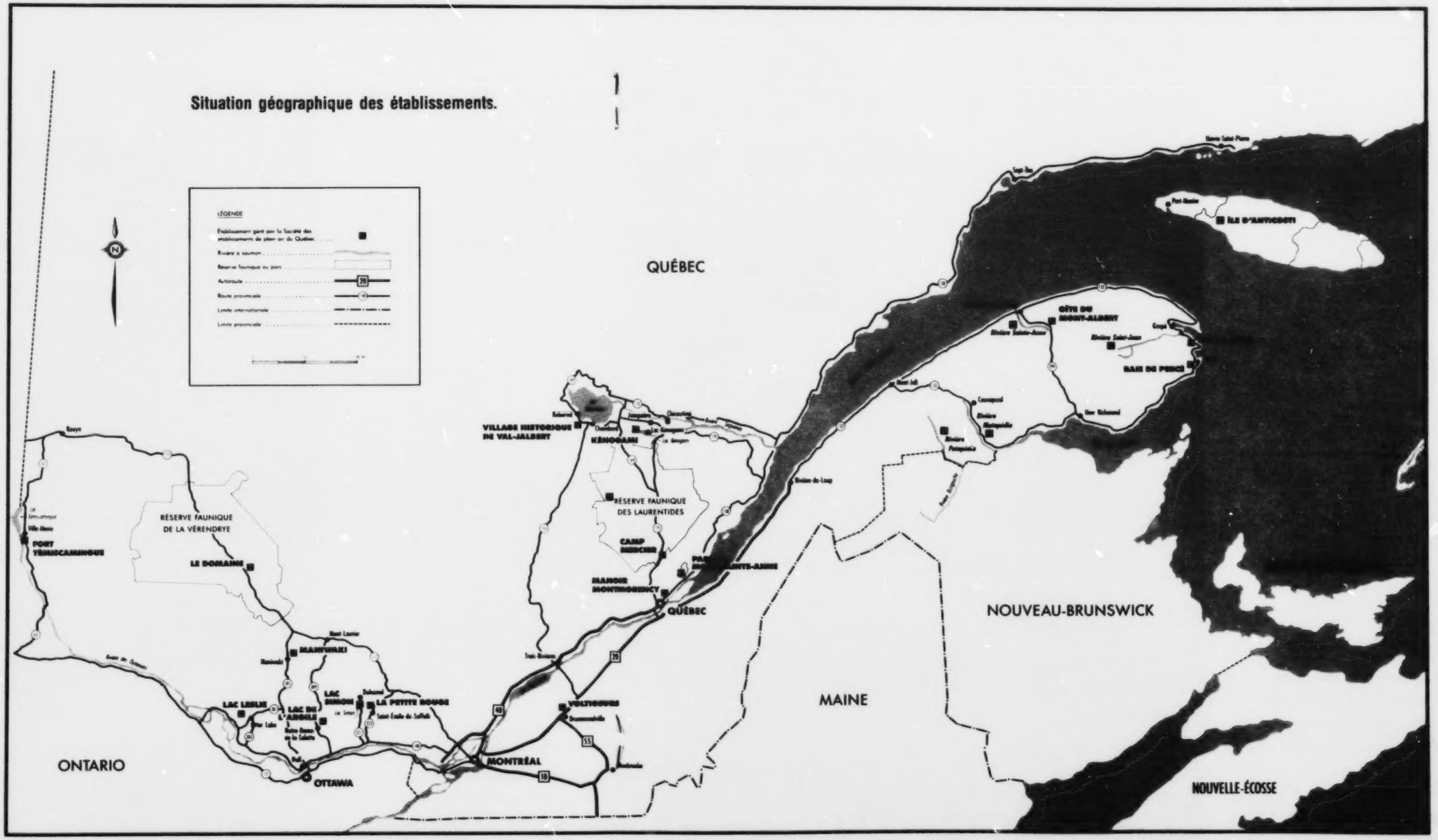
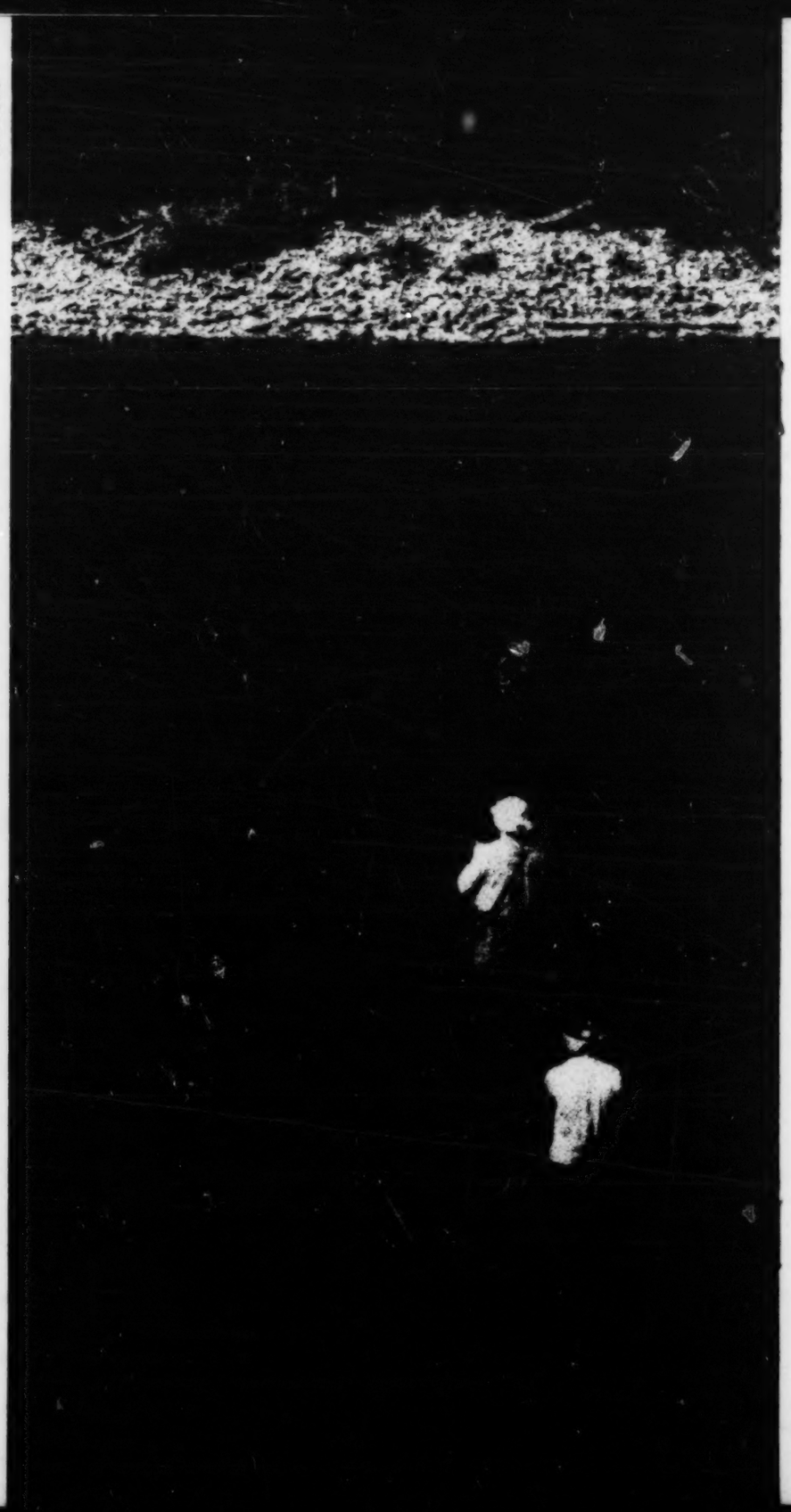


Photo A. Dubé



Les rivières à saumons Saint-Jean, Sainte-Anne, Matapédia et Patapédia sont réputées internationalement pour la qualité de la pêche et la beauté des sites.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À l'actionnaire de la Société des établissements de plein air du Québec

Nous avons vérifié le bilan de la SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC au 31 mai 1990 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. Nous avons obtenu toutes les explications et tous les renseignements demandés.

À notre avis et du mieux que nous avons pu nous en rendre compte par les explications et les renseignements qui nous ont été donnés et d'après ce qu'indiquent les livres de la Société, ces états financiers présentent fidèlement l'état véritable et exact de la situation financière de la Société au 31 mai 1990 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Malette, Benoit, Boulanger, Rondeau & Associés
Comptables agréés
Québec, le 29 juin 1990

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars)	**1990**	1989	1988	1987	1986
	$	$	$	$	$
Résultats de l'exercice					
Revenus bruts	**30 936**	29 610	25 554	19 019	14 945
Profit d'opération avant dépenses d'intérêts sur dette à long terme, amortissement et frais du siège social	**3 583**	4 689	2 695	1 706	(615)
Intérêts sur dette à long terme	**2 972**	2 228	1 455	495	—
Amortissement	**3 114**	2 623	2 094	1 543	1 115
Frais du siège social	**3 178**	3 077	2 631	2 098	1 678
Subventions	**—**	—	182	926	2 271
Postes extraordinaires	**—**	579	(530)	427	—
Perte nette	**(5 681)**	(2 660)	(3 833)	(1 077)	(1 137)
Situation financière au 31 mai					
Liquidités	**1 004**	85	326	26	415
Immobilisations nettes	**56 901**	47 621	43 779	36 045	27 204
Dette à long terme	**27 601**	23 224	20 786	10 041	240
Valeur nette de l'actionnaire	**28 151**	28 332	23 241	26 074	26 238

ÉTATS FINANCIERS

RÉSULTATS

EXERCICE CLOS LE 31 MAI (en milliers de dollars)

	1990	1989
REVENUS BRUTS (annexe A)	**30 936 $**	29 610 $
DÉPENSES DIRECTES (annexe B)	**27 353**	24 921
PROFIT D'OPÉRATION (annexe A)	**3 583**	4 689
AUTRES DÉPENSES		
Intérêts sur la dette à long terme (annexe C)	**(2 972)**	(2 228)
Amortissement (annexe C)	**(3 114)**	(2 623)
	(6 086)	(4 851)
PERTE D'EXPLOITATION (annexe A)	**(2 503)**	(162)
FRAIS DU SIÈGE SOCIAL (annexe A)	**(3 178)**	(3 077)
PERTE AVANT POSTE EXTRAORDINAIRE	**(5 681)**	(3 239)
POSTE EXTRAORDINAIRE	**—**	579
PERTE NETTE	**(5 681)$**	(2 660)$

DÉFICIT

EXERCICE CLOS LE 31 MAI (en milliers de dollars)

	1990	1989
DÉFICIT AU DÉBUT	**(8 707)$**	(6 047)$
AJOUTER		
Perte nette	**(5 681)**	(2 660)
DÉFICIT À LA FIN	**(14 388)$**	(8 707)$

ÉTATS FINANCIERS

BILAN

31 MAI (en milliers de dollars)

	1990	1989
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	**1 004 $**	85 $
Comptes-clients et autres débiteurs	**512**	3 182
Stocks	**591**	538
Placements à court terme (note 3)	**977**	3 948
Frais reportés au prochain exercice	**1 962**	1 854
	5 046	9 607
IMMOBILISATIONS (note 4)	**56 901**	47 621
AUTRES ACTIFS (note 5)	**3 000**	3 000
	64 947 $	60 228 $
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Fournisseurs et frais courus	**3 193 $**	3 334 $
Dépôts de clients	**4 236**	4 147
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 6)	**1 766**	1 191
	9 195	8 672
DETTE À LONG TERME (note 6)	**27 601**	23 224
	36 796	31 896
VALEUR NETTE		
Capital-actions (note 7)	**42 539**	37 039
Déficit	**(14 388)**	(8 707)
	28 151	28 332
	64 947 $	60 228 $

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (note 8)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Paul Phaneuf, administrateur

Raymond E. Lavoie, administrateur

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

EXERCICE CLOS LE 31 MAI (en milliers de dollars)

	1990	1989
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte avant poste extraordinaire	(5 681)$	(3 239)$
Éléments d'exploitation n'impliquant aucun mouvement de liquidités		
Amortissement des immobilisations	3 200	2 699
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	230	—
Variation nette des autres postes	5 428	(4 568)
	3 177	(5 108)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de capital-actions	5 500	7 751
Augmentation de la dette à long terme	6 129	6 732
Diminution de la dette à long terme	(1 177)	(3 654)
	10 452	10 829
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations (note 4)	(13 625)	(8 138)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	163	665
Subventions aux immobilisations (note 4)	752	1 511
	(12 710)	(5 962)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	919	(241)
SITUATION DES LIQUIDITÉS AU DÉBUT	85	326
SITUATION DES LIQUIDITÉS À LA FIN	1 004 $	85 $

Les liquidités de la Société représentent l'encaisse.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MAI 1990

1- STATUTS CONSTITUTIFS:

La Société a été créée par la Loi sur les sociétés des établissements de plein air du Québec (L.R.Q., chap. S-13.01), sanctionnée le 21 décembre 1984.

2- CONVENTIONS COMPTABLES:

a) Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût (méthode du coût moyen)et de la valeur de réalisation nette.

b) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition, à l'exception de celles qui ont été transférées à la Société par décret en 1985-1986, en 1986-1987 et en 1988-1989.

La répartition de la valeur globale entre les actifs transférés à la Société a été établie comme suit:

- les établissements qui étaient déficitaires ont été cédés pour une valeur nominale sauf ceux dont la valeur du fonds de terrain a été établie à la valeur municipale;
- la valeur des autres équipements est fonction des revenus nets qu'ils génèrent, sur la base d'une vente en bloc.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode linéaire aux taux suivants (sauf l'année d'acquisition où on applique un demi-taux indépendamment de la date d'acquisition):

Bâtiments, pistes de ski et enneigement artificiel (incluant leurs infrastructures et leurs chemins d'accès)	4 %
Remontées mécaniques incluant leur installation	5 %
Matériel roulant incluant l'équipement lourd utilisé en montagne	14 % à 20 %
Mobilier, équipement et améliorations locatives	20 %

Les coûts rattachés au développement du pied des pentes du Parc du Mont-Ste-Anne sont amortis linéairement sur une période de quinze ans débutant avec l'année d'ouverture du village du pied des pentes du Mont-Ste-Anne.

c) Location-acquisition

Les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition sont comptabilisés au coût, c'est-à-dire à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail, diminués des frais accessoires qu'ils renferment.

L'amortissement de ces biens est calculé en fonction de leur durée estimative d'utilisation selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Remontées mécaniques	5 %
Équipement	20 %
Matériel roulant	14 %

d) Impôts sur le revenu

De par sa loi constitutive, toutes les actions de la Société sont attribuées au ministre des Finances de la province de Québec; la Société n'est donc pas assujettie aux impôts sur le revenu.

e) Régime de retraite

Les employés de la Société sont couverts par les régimes de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics québécois. La contribution de la Société à ces

régimes de retraite a été établie par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances du Québec et couvre les services courants. Il n'y a pas eu d'évaluation actuarielle effectuée pour les employés de la Société.

f) Aide gouvernementale

Les subventions relatives aux immobilisations sont comptabilisées en réduction du coût de ces dernières. Les subventions relatives aux frais d'exploitation sont comptabilisées en réduction de ces derniers.

3- PLACEMENTS À COURT TERME:

	1990	1989
Acceptations bancaires, 13,55 % et 13,65 %, échéant le 4 juillet 1990 et le 31 août 1990	**977 $**	3948 $

4- IMMOBILISATIONS:

	Solde au 31 mai 1989	Additions	Subventions	Dispositions	**Solde au 31 mai 1990**
	$	$	$	$	**$**
Coût et valeurs transférées					
Terrains	5 020	—	—	9	**5 011**
Bâtiments, pistes de ski et infrastructures	19 644	4 096	433	6	**23 301**
Remontées mécaniques	2 386	8 212	195	287	**10 116**
Enneigement artificiel	14 105	743	—	—	**14 848**
Matériel roulant	2 196	549	65	334	**2 346**
Mobilier, équipement et améliorations locatives	3 017	605	59	67	**3 496**
Travaux en cours	1 040	(580)	—	—	**460**
	47 408	13 625	752	703	**59 578**
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition					
Équipement et remontées mécaniques	7 458	—	—	—	**7 458**
Matériel roulant	290	—	—	—	**290**
	7 748	—	—	—	**7 748**
Coût total	55 156	13 625	752	703	**67 326**
Amortissement cumulé					
Coût et valeurs transférées	7 129	2 361	—	310	**9 180**
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	406	839	—	—	**1 245**
	7 535	3 200	—	310	**10 425**
Valeur nette	47 621	10 425	752	393	**56 901**

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MAI 1990 (en milliers de dollars)

5- AUTRES ACTIFS:	**1990**	1989
Coûts rattachés au développement du pied des pentes du Parc du Mont-Ste-Anne		
Achat de droits d'exclusivité commerciale	**3 000 $**	3 000 $

6- DETTE À LONG TERME:		
Emprunts, garantis en vertu d'un acte de fiducie à charge fixe et flottante sur les installations du Parc du Mont-Ste-Anne, d'un montant original de 18 983 $, amortis sur des périodes de 15 à 25 ans, portant intérêts au taux moyen pondéré de 10,45 %, échéant à des exercices entre 2005 et 2013	**17 878 $**	12 921 $
Emprunt, garanti par une hypothèque sur les établissements de la Société autres que le Parc du Mont-Ste-Anne et le Manoir Montmorency, d'un montant original de 4 786 $, amorti sur une période de 15 ans, avec intérêts au taux moyen pondéré de 11,94 %, échéant en 2004	**4 487**	4 157
Dû en vertu de contrats de location-acquisition, dont les montants originaux totalisent 7 638 $, garanti par des remontées mécaniques et d'autres équipements loués en vertu de tels contrats, payable entre 12 et 14 ans, avec intérêts au taux moyen pondéré de 10,64 %, échéant en 2000 et 2001	**6 792**	7 119
Obligation de la Ville de Beaupré, d'un montant original de 324 $, avec intérêts au taux de 5 3/8 %, échéant en 2006	**210**	218
	29 367	24 415
Portion échéant au cours du prochain exercice	**1 766**	1 191
	27 601 $	23 224 $

31 MAI 1990 (en milliers de dollars)

Les remboursements en capital de la dette à long terme à effectuer durant les cinq prochains exercices sont les suivants:

	Contrats de location-acquisition			Emprunts	Total
	Paiements minimums	Intérêt	Capital	Capital	Capital
1991	1 068 $	710 $	358 $	1408 $	1766 $
1992	1 068 $	671 $	397 $	865 $	1262 $
1993	1 068 $	625 $	443 $	1364 $	1807 $
1994	1 068 $	578 $	490 $	1366 $	1856 $
1995	1 068 $	523 $	545 $	861 $	1406 $

7- CAPITAL-ACTIONS:

Autorisé:

D'après sa loi constitutive, la Société est autorisée à émettre, au ministre des Finances, 750 000 actions ordinaires, votantes, d'une valeur nominale de 100 $ — 75 000 $

Émis:	**1990**	1989
Émises en paiement de transferts d'actifs: 260 136 actions	**26 014 $**	26 014 $
Émises et payées au comptant: 165 250 actions (1989 - 110 250)	**16 525**	11 025
	42 539 $	37 039 $

Au cours de l'exercice, la Société a émis 55 000 actions pour une considération au comptant de 5 500 000 $.

8- ENGAGEMENTS CONTRACTUELS:

La société est liée par des contrats de location ou d'achat représentant des engagements pour les exercices suivants:

1991	—	1 271 $
1992	—	557 $
1993	—	313 $
1994	—	194 $
1995 et suivantes	—	777 $

9- CHIFFRES COMPARATIFS:

Certains chiffres de l'exercice 1989 ont été reclassifiés pour rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 1990.

ANNEXE A - AUTRES RENSEIGNEMENTS

EXERCICE CLOS LE 31 MAI (en milliers de dollars)

RÉSULTATS PAR ÉTABLISSEMENT:

	Revenus bruts		Profit (perte) d'opération		Profit (perte) d'exploitation	
	31 mai 1990	31 mai 1989	31 mai 1990	31 mai 1989	31 mai 1990	31 mai 1989
STATION TOURISTIQUE DU PARC DU MONT STE-ANNE	**14 589 $**	14 660 $	**2 641 $**	4 004 $	**(1 938)$**	178 $
SERVICES DE POURVOIRIES EN CHASSE ET PÊCHE						
Réserve de l'Île d'Anticosti	**5 066**	4 549	**496**	629	**(145)**	195
Réserve faunique des Laurentides	**3 963**	3 474	**178**	244	**(117)**	56
Réserve faunique de La Vérendrye	**849**	720	**300**	207	**246**	168
Rivières à saumons						
St-Jean	**216**	163	**55**	8	**46**	1
Ste-Anne	**99**	96	**47**	41	**35**	41
Matapédia et Patapédia	**409**	426	**110**	60	**54**	32
	10 602	9 428	**1 186**	1 189	**119**	493
SERVICES HÔTELIERS						
Manoir Montmorency	**2 224**	2 214	**(386)**	(440)	**(506)**	(553)
Auberge de Fort Prével	**698**	776	**(6)**	(141)	**(122)**	(246)
Gîte du Mont-Albert	**833**	846	**(42)**	(235)	**(127)**	(284)
	3 755	3 836	**(434)**	(816)	**(755)**	(1 083)
CENTRES TOURISTIQUES ET CAMPINGS						
Village historique de Val-Jalbert	**523**	435	**31**	32	**(40)**	4
Baie de Percé	**99**	91	**33**	27	**22**	23
Fort Témiscamingue	**25**	21	**(16)**	(16)	**(19)**	(19)
Kénogami	**98**	90	**(62)**	(63)	**(77)**	(75)
Parc des Voltigeurs	**233**	269	**(57)**	(36)	**(76)**	(51)
Haute Gatineau	**14**	25	**(71)**	(91)	**(71)**	(91)
Petite-Rouge	**314**	224	**(92)**	(107)	**(92)**	(107)
Lac Simon	**308**	288	**97**	59	**97**	59
Lac Leslie	**39**	29	**(61)**	(57)	**(61)**	(57)
Lac de l'Argile	**337**	214	**(112)**	(186)	**(112)**	(186)
Subvention - Outaouais	**—**	—	**500**	750	**500**	750
	1 990	1 686	**190**	312	**71**	250
TOTAL DES ÉTABLISSEMENTS	**30 936 $**	29 610 $	**3 583 $**	4 689 $	**(2 503)**	(162)
FRAIS DU SIÈGE SOCIAL					**(3 178)**	(3 077)
PERTE AVANT POSTE EXTRAORDINAIRE					**(5 681)$**	(3 239)$

ANNEXE B - AUTRES RENSEIGNEMENTS

EXERCICE CLOS LE 31 MAI (en milliers de dollars)

DÉPENSES DIRECTES PAR NATURE, PAR ÉTABLISSEMENT:	Traitements		Autres dépenses directes		Total dépenses directes	
	31 mai 1990	31 mai 1989	31 mai 1990	31 mai 1989	31 mai 1990	31 mai 1989
STATION TOURISTIQUE DU PARC DU MONT STE-ANNE	**6 110 $**	5 592 $	**5 838 $**	5 064 $	**11 948 $**	10 656 $
SERVICES DE POURVOIRIES EN CHASSE ET PÊCHE						
Réserve de l'Île d'Anticosti	**2 074**	1 876	**2 496**	2 044	**4 570**	3 920
Réserve faunique des Laurentides	**2 170**	1 939	**1 615**	1 291	**3 785**	3 230
Réserve faunique de La Vérendrye	**272**	262	**277**	251	**549**	513
Rivières à saumons						
St-Jean	**110**	101	**51**	54	**161**	155
Ste-Anne	**41**	47	**11**	8	**52**	55
Matapédia et Patapédia	**224**	255	**75**	111	**299**	366
	4 891	4 480	**4 525**	3 759	**9 416**	8 239
SERVICES HÔTELIERS						
Manoir Montmorency	**1 355**	1 332	**1 255**	1 322	**2 610**	2 654
Auberge de Fort Prével	**330**	411	**374**	506	**704**	917
Gîte du Mont-Albert	**417**	534	**458**	547	**875**	1 081
	2 102	2 277	**2 087**	2 375	**4 189**	4 652
CENTRES TOURISTIQUES ET CAMPINGS						
Village historique de Val-Jalbert	**254**	211	**238**	192	**492**	403
Baie de Percé	**35**	33	**31**	31	**66**	64
Fort Témiscamingue	**25**	23	**16**	14	**41**	37
Kénogami	**74**	71	**86**	82	**160**	153
Parc des Voltigeurs	**134**	128	**156**	177	**290**	305
Haute Gatineau	**43**	60	**42**	56	**85**	116
Petite-Rouge	**248**	198	**158**	133	**406**	331
Lac Simon	**134**	122	**77**	107	**211**	229
Lac Leslie	**57**	51	**43**	35	**100**	86
Lac de l'Argile	**242**	193	**207**	207	**449**	400
Subvention -Outaouais	**(289)**	(487)	**(211)**	(263)	**(500)**	(750)
	957	603	**843**	771	**1 800**	1 374
TOTAL DES ÉTABLISSEMENTS	**14 060**	12 952	**13 293**	11 969	**27 353**	24 921
SIÈGE SOCIAL	**2 223**	2 080	**863**	921	**3 086**	3 001
TOTAL -DÉPENSES DIRECTES	**16 283 $**	15 032 $	**14 156 $**	12 890 $	**30 439 $**	27 922 $

ANNEXE C - AUTRES RENSEIGNEMENTS

EXERCICE CLOS LE 31 MAI (en milliers de dollars)

AUTRES DÉPENSES PAR NATURE, PAR ÉTABLISSEMENT:	Intérêt sur dette à long terme		Amortissement		Total autres dépenses	
	31 mai 1990	31 mai 1989	31 mai 1990	31 mai 1989	31 mai 1990	31 mai 1989
STATION TOURISTIQUE DU PARC DU MONT STE-ANNE	**2 443 $**	1 963 $	**2 136 $**	1 863 $	**4 579 $**	3 826 $
SERVICES DE POURVOIRIES EN CHASSE ET PÊCHE						
Réserve de l'Île d'Anticosti	**257**	119	**384**	315	**641**	434
Réserve faunique des Laurentides	**133**	70	**162**	118	**295**	188
Réserve faunique de La Vérendrye	**13**	5	**41**	34	**54**	39
Rivières à saumons						
St-Jean	**5**	5	**4**	2	**9**	7
Ste-Anne	**6**	—	**6**	—	**12**	—
Matapédia et Patapédia	**21**	6	**35**	22	**56**	28
	435	205	**632**	491	**1 067**	696
SERVICES HÔTELIERS						
Manoir Montmorency	**—**	—	**120**	113	**120**	113
Auberge de Fort Prével	**13**	26	**103**	79	**116**	105
Gîte du Mont-Albert	**42**	21	**43**	28	**85**	49
	55	47	**266**	220	**321**	267
CENTRES TOURISTIQUES ET CAMPINGS						
Village historique de Val-Jalbert	**33**	13	**38**	15	**71**	28
Baie de Percé	**4**	—	**7**	4	**11**	4
Fort Témiscamingue	**—**	—	**3**	3	**3**	3
Kénogami	**—**	—	**15**	12	**15**	12
Parc des Voltigeurs	**2**	—	**17**	15	**19**	15
	39	13	**80**	49	**119**	62
TOTAL DES ÉTABLISSEMENTS	**2 972**	2 228	**3 114**	2 623	**6 086**	4 851
SIÈGE SOCIAL	**6**	—	**86**	76	**92**	76
TOTAL -AUTRES DÉPENSES	**2 978 $**	2 228 $	**3 200 $**	2 699 $	**6 178 $**	4 927 $